

# Noeîn & Cie.

EXPERTISE

## BULLETIN D'INFORMATION AFRIQUE

*Veille stratégique hebdomadaire*

Diplomatie · Économie · Gouvernance · Cybersécurité

**ÉDITION N° 06**

Vendredi 12 juin 2026

La présente note est adressée à son destinataire à titre strictement personnel et dans le cadre du cercle restreint constitué par Noeîn & Cie pour la diffusion de son Bulletin d'Information Afrique. Elle réunit des analyses géopolitiques, économiques, institutionnelles et cyber portant sur l'actualité africaine de la semaine écoulée. Toute reproduction, retransmission, citation publique ou exploitation commerciale, partielle ou intégrale, est interdite sans l'autorisation écrite préalable du Président Fondateur. Les opinions et analyses qui y figurent engagent leurs auteurs et ne sauraient être attribuées aux institutions auxquelles ils sont par ailleurs liés.

**Deve Mabougou**

*Fondateur & Président, Noeîn & Cie*

Réf. NOEIN-BIA-2026-006 · Émis 20260613-1205

# BULLETIN D'INFORMATION AFRIQUE

Diplomatie · Économie · Gouvernance · Cybersécurité

VOL. I · N° 06 · VENDREDI 12 JUIN 2026 · CONFIDENTIEL

Noeïn & Cie.

E X P E R T I S E

S R U B R I Q U E

## Éditorial du Président

### La conditionnalité africaine devient méthode

La semaine du 5 au 12 juin 2026 : de la décision à la mise en oeuvre éprouvée par les chocs

La semaine du 5 au 12 juin 2026 n'est pas une semaine ordinaire de veille. C'est la semaine où la conditionnalité africaine cesse d'être une posture doctrinale pour devenir une méthode d'action éprouvée par les chocs. Trois registres simultanés la composent : la mise en oeuvre des instruments financiers souverains, l'architecture confédérale en exécution réelle, et la cybersouveraineté comme théâtre incontournable de la rivalité géopolitique. Ces trois registres ne s'additionnent pas : ils se conditionnent mutuellement.

Sur le registre financier, l'instruction n°001/GR/2026 du gouverneur de la BEAC, signée le 23 avril 2026, produit ses premiers effets institutionnels cette semaine. En prescrivant le relèvement du taux de rapatriement des devises extractives de 35 % à 50 % au 1er janvier 2027, puis à 70 % au 1er janvier 2028, la BEAC franchit un seuil doctrinal : elle ne recommande plus, elle impose. Cette instruction s'inscrit dans la continuité directe des Assemblées BAD de Brazzaville et du Fonds bleu du Bassin du Congo, dont les 3,554 milliards de dollars mobilisés exigent, pour tenir, une base de réserves de change régionales robuste. La conditionnalité africaine commence ici : non plus dans la déclaration d'intention, mais dans la règle contraignante.

L'Appel de Yaoundé, adopté lors de la 9e Journée africaine de l'intelligence économique le 29 mai 2026, prolonge cette logique vers un autre registre : celui de la souveraineté informationnelle. En exhortant les pouvoirs publics à sanctuariser l'intelligence économique comme politique d'État, Yaoundé formalise ce que Noeïn et Cie affirme depuis sa fondation. Le diplomate Owona Wolfgang Fernand Jr. l'a dit sans ambages : les services étrangers sont dans vos boîtes mail tous les jours. La conditionnalité africaine inclut désormais la protection de l'espace informationnel national.



*Deve Maboungou*

**Deve Maboungou**

Fondateur & Président, Noeïn & Cie.

La Confédération des États du Sahel, avec la 2e session ordinaire du Conseil des gouverneurs de la BCID-AES à Bamako (8 juin) et la création de l'Union des collectivités territoriales à Niamey (12 juin), incarne quant à elle la troisième forme de cette conditionnalité : l'architecture institutionnelle en exécution réelle. Que l'on adhère ou non à la vision confédérale, on ne peut nier l'avancée : une banque, une force unifiée, une diplomatie coordonnée, désormais un ancrage territorial local. Ce n'est plus une déclaration ; c'est un État confédéral en cours de construction.

Le report du Sommet UA d'El-Alamein pour cause d'Ebola, la crise constitutionnelle en RDC, les drones sur El Obeid : la semaine livre aussi ses chocs. Mais c'est précisément dans ces chocs que se révèle la solidité ou la fragilité des architectures bâties. Le réseau SVR dit "The Company", dont les 1 431 pages d'archives internes viennent d'entrer en phase diplomatique avec la saisine de l'IEC sud-africain, rappelle que nulle architecture financière souveraine ne tient sans architecture informationnelle souveraine. ANCA-CERT à Rabat, Nexus AI Factory au Maroc, CAISEC au Caire : l'Afrique construit ses remparts numériques. Elle doit le faire avec la même exigence de conditionnalité qu'elle applique désormais à ses flux extractifs.

## Diplomatie & Géopolitique

[ SOUDAN ]

### **Kordofan sous les drones : 33 à 50 civils tués entre le 6 et le 11 juin 2026**

Entre le 6 et le 11 juin 2026, une série de frappes de drones attribuées aux Forces de soutien rapide a tué entre 33 et 50 civils dans l'État du Kordofan-Nord, selon le Darfur Network for Human Rights et des ONG locales. Les cibles frappées incluent le marché d'Abu Zaima, la station d'essence Charter à El Obeid (7 juin, 3 morts), deux véhicules civils à Adeid Raha, puis une nouvelle frappe nocturne sur El Obeid (10-11 juin, 19 à 23 morts). El Obeid, capitale du Kordofan, est partiellement encerclée depuis des mois. Le bilan cumulé de 880 civils tués par drones entre janvier et avril 2026, établi par les Nations unies, s'alourdit chaque semaine. Le Conseil de sécurité de l'ONU n'a pas convoqué de session d'urgence à la date de parution de ce bulletin.

Sources : [Darfur Network for Human Rights, 9 juin 2026](#) | [Al Jazeera, 11 juin 2026](#)

[ UNION AFRICAINE ]

### **Report du Sommet UA d'El-Alamein : l'Ebola perturbe le calendrier diplomatique continental**

Le Sommet de coordination de mi-année de l'Union africaine, initialement prévu le 27 juin à El-Alamein, a été reporté sine die, conjointement par l'Égypte et la Commission de l'UA, en raison de l'expansion de la maladie à virus Ebola-Bundibugyo en RDC et en Ouganda. Près de 600 cas confirmés ont été recensés au 11 juin, avec des transmissions transfrontalières documentées en Ouganda. Sont également concernés par ce report : le Forum Alamein-Afrique (25-27 juin), les Assemblées annuelles d'Afreximbank, la 49e session ordinaire du Conseil exécutif de l'UA et la 8e Réunion de coordination UA-CER. La perturbation fragilise le calendrier du troisième trimestre 2026, déjà sous pression du cycle préparatoire du Sommet de l'UA. L'OMS et Africa CDC avaient conjointement lancé un plan continental de réponse le 5 juin.

Sources : [Ashara Al-Awsat, 10 juin 2026](#) | [MarketScreener/Afreximbank, 12 juin 2026](#)

[ ARCHITECTURE SÉCURITAIRE ]

### **APSACO 2026 à Salé : la coexistence AES-CEDEAO théorisée comme architecture durable**

La 10e édition de la Conférence annuelle sur la paix et la sécurité en Afrique (APSACO 2026), organisée par le Policy Center for the New South à l'Université Mohammed VI Polytechnique de Salé les 11 et 12 juin, a cristallisé un consensus analytique : l'AES et la CEDEAO sont appelées à coexister durablement plutôt qu'à se supplanter. Les intervenants ont distingué deux lectures de la bifurcation institutionnelle, rupture architecturale profonde d'une part, continuité des défis sécuritaires transfrontaliers d'autre part, et ont conclu à la nécessité d'un dialogue permanent entre les deux organisations. Ce consensus dessine le cadre intellectuel dans lequel s'inscrit la réunion consultative conjointe CPS-UA et Mécanisme de sécurité de la CEDEAO prévue le 30 juin à Abuja.

Sources : [Sahel Matin, 12 juin 2026](#)

[ MÉDIATION AFRICAINE ]

## **Médiation UA sur la RDC : la réunion de Lomé des 7-8 juin demande une appropriation africaine renforcée**

La réunion semestrielle d'évaluation du panel des facilitateurs de l'UA sur la RDC et les Grands Lacs s'est tenue les 7 et 8 juin 2026 au Palais des congrès de Lomé, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République togolaise et médiateur désigné de l'UA. Les orientations arrêtées pour le second semestre 2026 incluent des visites dans l'est de la RDC, un appui aux consultations avec les groupes armés non engagés dans les processus de Washington et de Doha, et un renforcement de la coordination entre le Bureau du médiateur, le panel, la Commission de l'UA et le Secrétariat conjoint indépendant. La réunion a explicitement demandé à l'Afrique de structurer sa contribution aux processus complémentaires afin d'en accroître l'appropriation et la légitimité continentale.

Sources : [Togo-Presse, 8 juin 2026](#)

[ DIPLOMATIE BILATÉRALE ]

## **Tournée Wadagni dans l'espace AES et CEDEAO : la primauté des intérêts économiques sur les postures politiques**

Son Excellence Monsieur Romuald Wadagni, Président de la République du Bénin, a effectué du 2 au 9 juin 2026 une tournée en Afrique de l'Ouest incluant Niamey et Ouagadougou (2 juin), puis Dakar et Bamako (9 juin), mettant fin à plus de deux années de tensions diplomatiques entre le Bénin et les régimes de la Confédération AES. L'enjeu économique central est la réouverture du corridor Cotonou-Niamey et la revitalisation du port autonome de Cotonou. La visite à Niamey a produit un communiqué conjoint en neuf points, prévoyant un comité d'experts pour rouvrir la frontière Bénin-Niger dans un délai de quinze jours. Cette démarche bilatérale directe contourne le blocage institutionnel CEDEAO-AES et préfigure une normalisation progressive des flux commerciaux, indépendamment de la résolution de la crise institutionnelle régionale.

Sources : [Cauris.Africa, 2 juin 2026](#) | [Matin Libre, 10 juin 2026](#)

# Économie & Intelligence Économique

## [ SOUVERAINETÉ FINANCIÈRE ]

### **Instruction BEAC n°001/GR/2026 : le rapatriement des devises extractives passe à 50 % en 2027 et 70 % en 2028**

Le gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale a signé le 23 avril 2026 l'Instruction n°001/GR/2026 portant relèvement progressif du taux de rapatriement des devises issues des activités extractives (hydrocarbures et mines) de la zone CEMAC. Le taux actuel de 35 % est porté à 50 % au 1er janvier 2027, puis à 70 % au 1er janvier 2028. Cette instruction, premier exercice de la délégation conférée par la résolution n°03 du Comité ministériel extraordinaire du 19 décembre 2025, crée des enjeux de conformité majeurs pour les opérateurs pétroliers et miniers de la zone. Elle vise à renforcer les réserves de change de la BEAC, sous pression depuis la baisse structurelle des recettes pétrolières dans des pays comme le Congo-Brazzaville, où le pétrole représente encore environ 45 % du PIB. Elle s'inscrit dans la logique de la NAFAD et du Fonds bleu : conditionnalité africaine sur les ressources extractives.

Sources : [4M Legal Tax, juin 2026](#) | [Adiac Congo, juin 2026](#)

## [ CORRIDORS STRATÉGIQUES ]

### **Corridor Lobito : premier transport de cobalt en mai 2026, réunion de Kinshasa pour les appels d'offres**

Le Corridor Lobito, reliant le port angolais de Lobito aux régions minières de la RDC et de la Zambie, a enregistré en mai 2026 son premier transport de cobalt, après le premier transport de cuivre vers les États-Unis en 2024. La capacité actuelle est de 200 000 tonnes de fret international en 2025, avec un objectif de 1,5 million de tonnes par an en 2027. Les engagements financiers atteignent environ 4,5 milliards de dollars américains cumulés (Union européenne et États membres : plus de 2 milliards d'euros, États-Unis via DFC : environ 553 millions de dollars, Africa Finance Corporation). Une réunion de partenaires est attendue en juin 2026 à Kinshasa pour lancer les procédures d'appels d'offres internationaux. Le cobalt se négocie à 55 602 dollars par tonne (semaine du 8-13 juin 2026), sous régime de quotas souverain de la RDC depuis octobre 2025, avec un plafond annuel de 96 600 tonnes.

Sources : [IDT Media, juin 2026](#) | [Deskeco, 9 juin 2026](#)

## [ BASSIN DU CONGO ]

### **Oléoduc Pointe-Noire-Loutété : ratification par le Sénat russe le 4 juin 2026**

Le Sénat russe a ratifié le 4 juin 2026 l'accord entre Moscou et la République du Congo portant sur la construction d'un oléoduc Pointe-Noire-Loutété-Malpuko-Tréshot. Une entreprise conjointe à contrôle russe à 90 % financera et supervisera le projet. Cet accord illustre la stratégie russe d'ancrage via les infrastructures énergétiques dans un pays hôte des récentes Assemblées BAD. Il s'inscrit dans le cadre de la Vision 2060 du Congo-Brazzaville, qui vise la réduction de la part du pétrole dans le PIB de 45 % à 15-20 % à long terme. La ratification intervient quelques jours après la visite d'État historique de la Présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan à Moscou, premier déplacement de cette nature depuis plus de cinq décennies, lors duquel Dar es Salaam espère attirer 2 milliards de dollars d'investissements russes.

Sources : [Le Courrier de Kinshasa, 5 juin 2026](#) | [Afrinz.ru, juin 2026](#)

## Tarif zéro chinois pour 53 pays africains : 9 000 lignes tarifaires, entrée en vigueur le 1er mai 2026

L'exonération totale des droits de douane pour les 53 pays africains entretenant des relations diplomatiques avec Pékin est entrée en vigueur le 1er mai 2026. Elle couvre près de 9 000 lignes tarifaires, soit la quasi-totalité des produits africains, et court jusqu'au 30 avril 2028 sans réciprocité exigée. Les échanges sino-africains ont atteint 348 milliards de dollars en 2025, un record, avec des investissements directs chinois en hausse de 40 % sur un an. La stratégie chinoise vise le passage d'un modèle d'extraction brute à un modèle d'industrialisation co-localisée. Sa double logique mérite attention : encourager la transformation locale d'un côté, consolider une dépendance commerciale structurelle aux circuits sino-centrés de l'autre. Le Salon économique et commercial Chine-Afrique 2026, tenu à Casablanca du 10 au 12 juin, en constitue la vitrine commerciale immédiate.

Sources : [Forum des As, juin 2026](#) | [La Nation Djibouti, juin 2026](#)

## Appel de Yaoundé : l'intelligence économique sanctuarisée comme politique d'État

La 9e Journée africaine de l'intelligence économique (JAIE), tenue le 29 mai 2026 à l'ENAM de Yaoundé par le Centre Africain de Veille et d'Intelligence Économique (CAVIE) et IE237, a réuni diplomates, experts, responsables publics et chefs d'entreprise sous le thème "Le pouvoir de l'information stratégique". L'Appel de Yaoundé exhorte les pouvoirs publics à sanctuariser l'intelligence économique comme politique d'État et fonction managériale intégrée. Le diplomate et sous-directeur Afrique centrale au MINREX, Dr Owona Wolfgang Fernand Jr., a formulé une alerte précise : les services étrangers sont dans vos boîtes mail tous les jours. Le CAVIE, présent dans 38 pays depuis 2015, confirme son positionnement comme institution continentale de référence en matière de stratégie informationnelle et de doctrine de souveraineté décisionnelle.

Sources : [Investir au Cameroun, 3 juin 2026](#) | [Digital Business Africa, juin 2026](#)

|  |  |  |
|--|--|--|
| <b>55 602 \$/t</b><br>COBALT RDC (11 JUIN 2026)<br>SOUS RÉGIME DE QUOTAS<br>SOUVERAINS | <b>3,554 Mds \$</b><br>FONDS BLEU BASSIN DU CONGO<br>MOBILISÉS (TABLE RONDE 26<br>MAI) | <b>70 %</b><br>TAUX BEAC DE RAPATRIEMENT<br>DEVISES EXTRACTIVES DÈS 2028 |
|--|--|--|

## Gouvernance & Organisations

## BCID-AES : 2e session du Conseil des gouverneurs à Bamako le 8 juin 2026

La Banque confédérale pour l'investissement et le développement de l'AES (BCID-AES) a tenu, le 8 juin 2026 à son siège de Bamako, la 2e session ordinaire de son Conseil d'administration des gouverneurs, réunissant les ministres des Finances et les ambassadeurs du Burkina Faso, du Mali et du Niger. La session a validé le plan d'action prioritaire d'opérationnalisation, arrêté un budget institutionnel et approuvé une politique de recrutement. Inaugurée le 23 décembre 2025 et dotée d'un capital initial de 500 milliards de FCFA, la BCID-AES se positionne comme instrument de financement endogène distinct des bailleurs traditionnels, avec pour missions le financement des infrastructures énergétiques, de transport et de souveraineté alimentaire. Son capital est partiellement alimenté par un prélèvement confédéral de 0,5 % sur les importations non-AES et par la réforme des cadres réglementaires miniers visant à capter jusqu'à 50 % des revenus extractifs.

Sources : [Afrimag, 10 juin 2026](#) | [Kori Actu, juin 2026](#)

## **Union des collectivités territoriales de l'AES constituée à Niamey le 12 juin 2026**

Le 12 juin 2026, le ministre d'État nigérien de l'Intérieur a présidé à Niamey l'ouverture des travaux de l'Assemblée générale constitutive de l'Union des collectivités territoriales de l'espace AES. Cette institution nouvelle dote la Confédération d'un ancrage territorial au niveau local, créant un espace de dialogue et de défense d'intérêts communs pour les collectivités des trois États confédérés. Les travaux ont porté sur l'adoption des statuts, la mise en place des organes dirigeants et la proclamation officielle de la création. Ce mouvement d'ancrage territorial, conjugué à la 2e session du Conseil des gouverneurs de la BCID-AES du même 8 juin, confirme que la Confédération AES est entrée dans une phase d'opérationnalisation concrète de ses institutions, de la dimension financière à la dimension civile locale.

Sources : [ANP Niger via YouTube, 12 juin 2026](#)

## **Session 1352 du CPS-UA : AUCF et Résolution 2719, le cadre continental sous tension**

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a tenu, le 12 juin 2026, sa 1352e session sous la présidence nigériane de l'ambassadeur Nasir Aminu. L'ordre du jour portait sur l'état du Cadre de conformité et de responsabilité de l'UA (AUCF) pour les opérations de soutien à la paix, dans les préparatifs de mise en oeuvre de la Résolution 2719 du Conseil de sécurité de l'ONU (2023), dont la révision triennale est attendue. Deux avancées ont été confirmées : le lancement, en mai 2026, de la phase 2026-2030 du projet tripartite UA-UE-ONU sur l'AUCF, et la mise en service officielle du Système de gestion des cas pour les opérations de paix. La prolifération des arrangements sécuritaires ad hoc, dont le modèle AES, a été identifiée comme interpellation directe au cadre continental établi.

Sources : [Amani Africa, 11 juin 2026](#) | [Peaceau.org, juin 2026](#)

## **Éthiopie : certification de 1 131 des 1 139 circonscriptions, OFC conteste le processus**

Le 12 juin 2026, la Commission électorale nationale de l'Éthiopie (NEBE) avait reçu les résultats de 1 131 des 1 139 circonscriptions des septièmes élections générales du 1er juin 2026, dont le Parti de la prospérité du Premier ministre Abiy Ahmed est sorti vainqueur écrasant. Le scrutin n'a pas eu lieu dans l'ensemble de la région du Tigré, ni dans 140 circonscriptions en Amhara et Oromia pour raisons sécuritaires. L'opposition, notamment le Congrès fédéraliste oromo (OFC), a dénoncé exclusions, intimidations et fraudes structurelles. La mission d'observation de l'UA (83 observateurs de 37 pays, dirigée par l'ancien président kényan Uhuru Kenyatta) a évalué le scrutin comme conduisant dans un cadre soutenant globalement la gouvernance démocratique. L'arrivée le 11 juin à Mekelle d'Olusegun Obasanjo pour relancer le dialogue Tigré constitue un signal d'alerte supplémentaire.

Sources : [Dawan Africa, 12 juin 2026](#) | [The Reporter Ethiopia, 11 juin 2026](#)

## ⚠ CRITIQUE

### **SVR "The Company" en phase diplomatique : saisine IEC sud-africain, 800 serveurs saisis aux Pays-Bas**

La consolidation, autour du 4 juin 2026, des révélations du consortium Forbidden Stories sur "The Company" (Africa Politology), structure sous contrôle direct du SVR depuis décembre 2023, a transformé une enquête journalistique en crise diplomatique active. Budget documenté : 7,3 millions de dollars sur 10 mois. Opérations couvertes : 34 pays africains, fabrication de lettres en Namibie, manipulation électorale au Sénégal, campagnes anti-ONG en RCA. Le 3 juin, la Democratic Alliance a saisi formellement la Commission électorale indépendante (IEC) sud-africaine pour une enquête sur l'implication russe. Le 22 mai, le FIOD néerlandais avait saisi 800 serveurs de Stark Industries Solutions, hébergeur technique de Doppelganger et RRN. Le 10 juin, lors d'une audition au Parlement européen, le journaliste Philip Obaji a documenté que l'Afrique est désormais utilisée comme environnement opérationnel depuis lequel des campagnes d'influence sont projetées vers l'Europe.

Sources : [Mail and Guardian, 19 mai 2026](#) | [DA Afrique du Sud, 3 juin 2026](#) | [HelpNet Security, 25 mai 2026](#)

## ⚠ CRITIQUE

### **BlackMatter Afrique du Sud : 1 Tbit/s, six hébergeurs frappés, hypothèse de reconnaissance d'infrastructure**

Entre le 16 et le 22 mai 2026, l'Afrique du Sud a subi la plus grande campagne DDoS de son histoire. Un groupe se présentant sous le nom "BlackMatter" a frappé six hébergeurs majeurs en séquence : Network Platforms, 1-Grid, Xneelo, Domains.co.za, Liquid Intelligent Technologies et Host Africa, avec un pic de 1 Tbit/s pendant quatre heures consécutives chez Host Africa. La technique dite carpet bombing a permis l'inondation simultanée de chaque adresse IP de chaque fournisseur. Les rançons demandées (2,5 monero, environ 16 000 rands) sont disproportionnellement faibles face au coût de l'opération, ce qui a conduit des experts à formuler l'hypothèse d'une double finalité : extorsion en surface, reconnaissance d'infrastructure en profondeur. Aucune réponse étatique coordonnée n'a été rendue publique. L'Afrique du Sud reste le 5e pays le plus ciblé dans la zone EMEA selon NETSCOUT.

Sources : [Ubuntu Guard, 2026](#) | [TechCentral, 2026](#) | [NETSCOUT ITWeb Security Summit 2026](#)

## ⚠ CRITIQUE

### **CVE Ivanti Sentry CVSS 10.0 ajoutée au catalogue CISA KEV le 11 juin 2026**

La CISA a inscrit le 11 juin 2026 au catalogue des vulnérabilités connues exploitées (KEV) la CVE-2026-10520 affectant Ivanti Sentry : injection de commandes OS non authentifiée avec exécution en droits root, score CVSS 10.0. Le Centre canadien pour la cybersécurité avait publié l'avis AV26-567 dès le 9 juin. Les déploiements Ivanti sont courants dans les entreprises et administrations africaines connectées à des infrastructures hybrides. Dans la même période, la CVE-2026-50751 sur Check Point Security Gateway (contournement d'authentification IKEv1) voyait expirer le délai fédéral de remédiation le 11 juin, avec exploitation active confirmée par Check Point. Cisco a par ailleurs divulgué le 5 juin CVE-2026-20245, septième zero-day 2026 dans ses produits SD-WAN, sans correctif disponible à la date de divulgation.

Sources : [WindowsForum / CISA KEV, 11 juin 2026](#) | [Threat Modeling, 11 juin 2026](#)

## ◆ ARCHITECTURE

### **ANCA-CERT inauguré à Rabat et Nexus AI Factory au Maroc : dualité de la souveraineté numérique africaine**

La semaine a marqué deux temps forts de la souveraineté numérique africaine. D'un côté, l'inauguration de l'ANCA-CERT dans le cadre de l'Executive Cybersecurity Leadership Program (1-5 juin, Rabat), avec des directeurs d'agences nationales et de CERT de l'ensemble du continent. Le général Boutrig (Maroc) a appelé à combler le vide de gouvernance entre agences nationales. Le CAISEC 2026 (Le Caire, 8-9 juin) a tenu la première table ronde institutionnelle entre l'ANCA et les structures arabes (22 pays, thème : Protéger l'avenir, perspectives arabo-africaines). De l'autre, l'annonce de la Nexus AI Factory : 1,2 milliard de dollars (Nexus Core Systems, Nvidia, Naver, Lloyd Capital), 500 MW d'énergie renouvelable en banlieue de Casablanca, première plateforme d'IA souveraine d'Afrique. Le rapport Check Point de mai 2026, publié le 12 juin, établit qu'Angola et Nigeria subissent 4 046 et 3 941 attaques par organisation par semaine, soit le double de la moyenne mondiale (2 055).

Sources : [Le Matin, 1er juin 2026](#) | [North Africa Post, juin 2026](#) | [CAJ News Africa, 12 juin 2026](#)

### Du décaissement à la traçabilité : la doctrine africaine de l'exécution conditionnelle

La semaine du 5 au 12 juin 2026 s'impose comme un test grandeur nature de la doctrine africaine de l'exécution. Ce n'est plus l'Afrique qui délibère : c'est l'Afrique qui exécute, sous contrainte de chocs simultanés. L'instruction BEAC n°001/GR/2026 sur le rapatriement des devises extractives constitue le marqueur le plus net de cette bascule. Elle transforme une recommandation de gouvernance en obligation réglementaire contraignante, assortie d'un calendrier précis et de sanctions de conformité. C'est la première fois depuis la création de la zone franc que l'institution monétaire régionale impose une règle extraterritoriale aux opérateurs pétroliers et miniers internationaux. La conditionnalité change de camp.

La Banque confédérale pour l'investissement et le développement de l'AES, en session à Bamako le 8 juin, et l'Union des collectivités territoriales constituée à Niamey le 12 juin, illustrent la même logique : l'institution précède le financement, qui précède la légitimité locale. Les quatre protocoles additionnels au traité confédéral, ratifiés au Burkina Faso et en cours de ratification au Mali et au Niger, donnent à cet édifice une base juridique formelle. L'AES n'est plus une coalition d'urgence ; elle est un projet d'État confédéral structuré.

La cybersécurité, troisième registre de la semaine, révèle l'asymétrie entre l'architecture financière en construction et l'architecture informationnelle encore fragile. La révélation des archives SVR sur "The Company", la saisine de l'IEC sud-africain, l'audition au Parlement européen et les 800 serveurs de Stark Industries saisis aux Pays-Bas forment un continuum : ce que l'Afrique construit en termes de souveraineté financière est activement ciblé par des opérations d'influence visant à fragiliser les consensus politiques internes qui en sont le socle.

L'enseignement pour les décideurs africains est triple. La traçabilité des engagements doit s'étendre des flux financiers aux flux informationnels. La conditionnalité africaine exige une architecture de cybersécurité continentale à la hauteur des menaces documentées par Check Point (Angola et Nigeria à plus de 4 000 attaques par organisation par semaine). Enfin, le report du Sommet UA pour cause d'Ebola, les drones sur El Obeid et la crise constitutionnelle en RDC rappellent que les chocs n'attendent pas la fin des cycles institutionnels. L'Afrique doit mettre en oeuvre pendant qu'elle encaisse. C'est là le vrai test de 2026.

## Focus · Le bassin du Congo, laboratoire africain de la souveraineté financière

### ◆ BASSIN DU CONGO : CONVERGENCE FINANCIÈRE, ÉNERGÉTIQUE ET NORMATIVE

Rarement une région africaine aura concentré en l'espace de deux semaines autant de signaux financiers structurants. Le bassin du Congo, vu depuis Brazzaville, est en train de devenir le principal laboratoire continental de la souveraineté financière africaine. Quatre dynamiques convergentes en dessinent le profil.

Première dynamique : la règle BEAC. L'instruction n°001/GR/2026 sur le rapatriement des devises extractives s'applique directement aux opérateurs pétroliers et miniers de la zone CEMAC, dont le Congo-Brazzaville est le pivot énergétique. Avec un pétrole représentant encore 45 % du PIB, la montée progressive du taux de rapatriement de 35 % à 70 % représente un transfert de valeur vers les réserves régionales qui peut atteindre plusieurs centaines de millions de dollars annuellement à l'horizon 2028.

Deuxième dynamique : le Fonds bleu. Avec 3,554 milliards de dollars mobilisés lors de la table ronde de Brazzaville (26 mai 2026), le Fonds bleu pour le Bassin du Congo dispose désormais d'un ancrage institutionnel à la BDEAC, d'un Comité exécutif présidé par le Congo, et d'un Secrétariat assuré par Madame Arlette Soudan-Nonault. Les 63 projets prioritaires identifiés couvrent conservation, développement durable et adaptation climatique.

Troisième dynamique : l'oléoduc Pointe-Noire-Loutété. La ratification russe du 4 juin 2026 inscrit le Congo-Brazzaville dans un partenariat énergétique à contrôle russe à 90 %, en tension potentielle avec la Vision 2060 du pays et avec les engagements pris dans le cadre du Fonds bleu. La gestion de ces deux partenariats simultanés constitue un test de conditionnalité africaine à part entière.

Quatrième dynamique : le Corridor Lobito. Le premier transport de cobalt en mai 2026 inscrit la RDC voisine dans une logique de valorisation des minerais critiques qui, combinée au régime de quotas souverain, positionne l'ensemble du bassin comme épiceutre du pivot financier africain vers les matières premières de la transition énergétique mondiale.

## Agenda de la Semaine Prochaine et au-delà

17-19

JUIN

### Conférence "Prochaines Étapes" sur la Justice réparatrice

Accra, Ghana · Le président de la République française M. Emmanuel Macron est attendu. Première plateforme de diplomatie Nord-Sud sur les réparations coloniales avec participation d'un chef d'État du G7.

[Source : GBC Ghana](#)

19-26

JUIN

### Reprise des sessions plénières de l'Assemblée législative est-africaine (EALA)

Arusha, Tanzanie · Budget 2026-2027, session spéciale au 1er juillet.

[Source : EALA](#)

22-24

JUIN

### 49e Session ordinaire du Conseil exécutif de l'UA (Conseil des ministres des Affaires étrangères)

El-Alamein, Égypte · Statut à confirmer selon évolution de l'épidémie Ebola.

[Source : Union africaine](#)

**30 Juin**

- 3 JUIL.

### ITU CyberDrill inter-régional Afrique et États arabes

Victoria Falls, Zimbabwe · Exercice continental de réponse aux incidents cybersécurité, co-organisé par l'UIT.

[Source : UIT](#)

**30**

JUIN

### Réunion consultative conjointe CPS-UA et MSC-CEDEAO (REPORTÉE du 11-12 juin)

Abuja, Nigeria · Première session sous présidence nigériane du CPS. Ordre du jour : AES-CEDEAO, situation sécuritaire ouest-africaine.

[Source : Peaceau.org](#)

S R U B R I Q U E

## Ressources & Publications

- ◆ **4e Rapport SEAE sur la manipulation de l'information (FIMI) : "Démantelons le château de cartes"** · SEAE (Service européen pour l'action extérieure), 3 juin 2026 · Extension de l'infrastructure Paperwal vers l'Afrique et le Moyen-Orient, convergence des écosystèmes FIMI russe et chinois.
- ◆ **Check Point Research : panorama continental des cybermenaces (mai 2026)** · Check Point Research, 12 juin 2026 · Angola (4 046) et Nigeria (3 941) attaques/organisation/semaine, doubles de la moyenne mondiale (2 055). Top 5 continental et secteurs les plus exposés.
- ◆ **BCID-AES : déploiement financier de la Confédération AES (2e session des gouverneurs)** · Afrimag, 10 juin 2026 · Plan d'action prioritaire, budget institutionnel, missions BCID-AES pour les infrastructures de souveraineté.
- ◆ **CEMAC : instruction BEAC n°001/GR/2026 sur les devises extractives** · 4M Legal Tax, juin 2026 · Analyse juridique du relèvement progressif du taux de rapatriement (35 %, 50 % en 2027, 70 % en 2028) et enjeux de conformité pour les opérateurs de la zone.
- ◆ **Corridor Lobito : premiers transports de cobalt et pipeline d'appels d'offres** · IDT Media, juin 2026 · Analyse des engagements financiers (UE, États-Unis, AFC), capacités actuelles et projections 2027 pour le principal corridor minier d'Afrique centrale.



#### LE SAVIEZ-VOUS ?

L'Angola et le Nigeria subissent respectivement 4 046 et 3 941 cyberattaques par organisation et par semaine, soit plus du double de la moyenne mondiale fixée à 2 055, selon le rapport Check Point Research publié le 12 juin 2026. Ces deux pays concentrent à eux seuls plus de 40 % de l'activité cybercriminelle documentée sur le continent africain. Par comparaison, la moyenne mondiale d'une grande économie d'Amérique du Nord ou d'Europe de l'Ouest se situe autour de 1 500 attaques par semaine. Ce différentiel s'explique par la combinaison d'une connectivité en forte croissance, d'écosystèmes de sécurité institutionnelle encore insuffisants et d'une présence accrue de données stratégiques liées aux minerais critiques et aux flux financiers régionaux. Source : Check Point Research, mai 2026, via CAJ News Africa, 12 juin 2026.

## Nos services · Accompagner les décideurs

Noein & Cie met son expertise au service des institutions, des gouvernements, des entreprises et des chercheurs qui placent la souveraineté africaine au cœur de leur action.



### Veille stratégique sur mesure

Notes hebdomadaires confidentielles, alertes signaux faibles, dossiers pays et synthèses sectorielles pour cabinets, ministères et directions générales.



### Conseil en intelligence économique

Diagnostic IE, structuration de cellules d'analyse souveraines, accompagnement à la décision sur dossiers stratégiques et négociations bilatérales.



### Formation & conférences

Cycles exécutifs, masterclasses doctrinales et conférences sur la géopolitique africaine, l'IE souveraine et la diplomatie économique.



### Relations institutionnelles

Mise en relation avec les acteurs clés du continent, organisation de rencontres bilatérales et appui protocolaire pour vos démarches africaines.



### Évaluation des politiques publiques pour l'Afrique

Analyses d'impact, revues stratégiques et ateliers de renforcement de capacités destinés aux élus, hauts fonctionnaires et cadres de l'administration africaine : conception, suivi et évaluation des politiques publiques au service de la souveraineté décisionnelle.

É C H A N G E R   A V E C   N O T R E   É Q U I P E

Mission, intervention ou abonnement premium [www.noein-cie.com](http://www.noein-cie.com) · [deve.mabougou@noein-cie.com](mailto:deve.mabougou@noein-cie.com)

**Noein & Cie. Expertise** · Cabinet de conseil stratégique · Intelligence économique · Relations internationales · 102 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris  
 Directeur de la publication : Deve Mabougou · Bulletin édité chaque vendredi · SIRET 938 138 807 0001 · RCS Paris B 938 138 807 · © 2026 Noein & Cie. Tous droits réservés.